



*Département Opinion
et Stratégies d'Entreprise*

pour



Enquête sur la droitisation des opinions publiques européennes

Juin 2013

Étude réalisée pour :

La Fondation Jean Jaurès

Échantillon :

Echantillon de 4512 personnes, représentatif des habitants âgés de 18 ans et plus de chacun des pays, dont :

- France : 1003 personnes
- Allemagne : 1001 personnes
- Belgique : 500 personnes
- Pays-Bas : 505 personnes
- Espagne : 505 personnes
- Italie : 492 personnes
- Suisse : 506 personnes

Dans chaque pays la représentativité des échantillons a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, CSP/niveau de revenu) après stratification par région.

Mode de recueil :

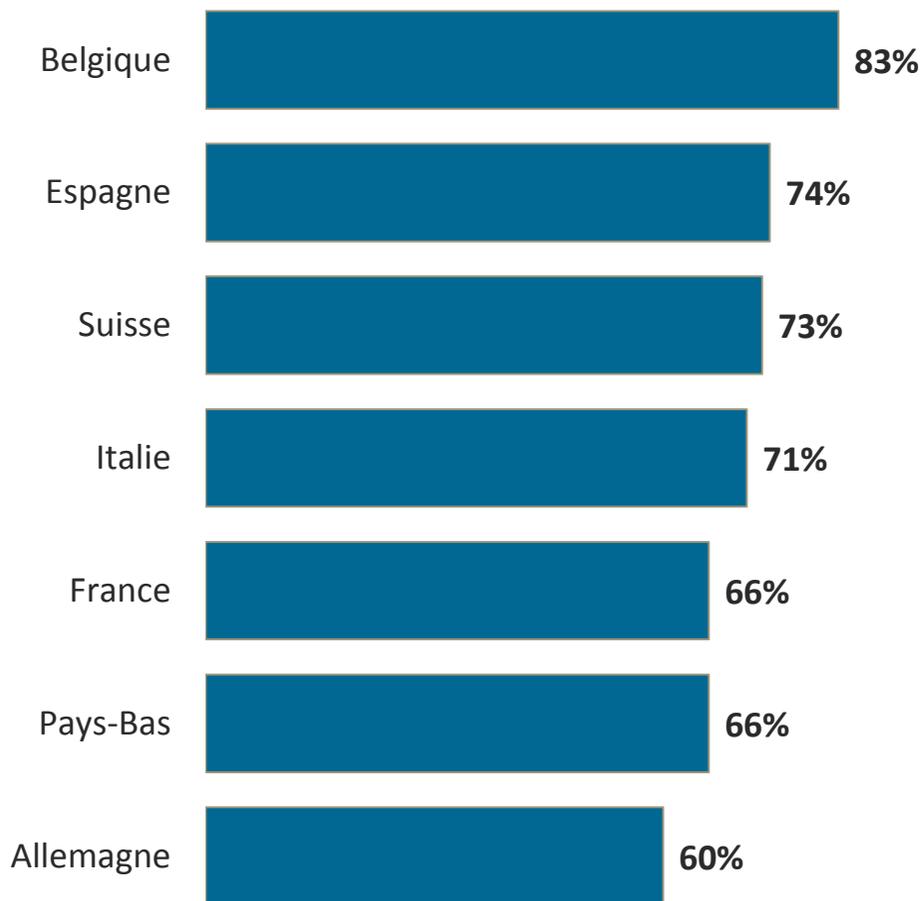
Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI - Computer Assisted Web Interviewing).

Dates de terrain :

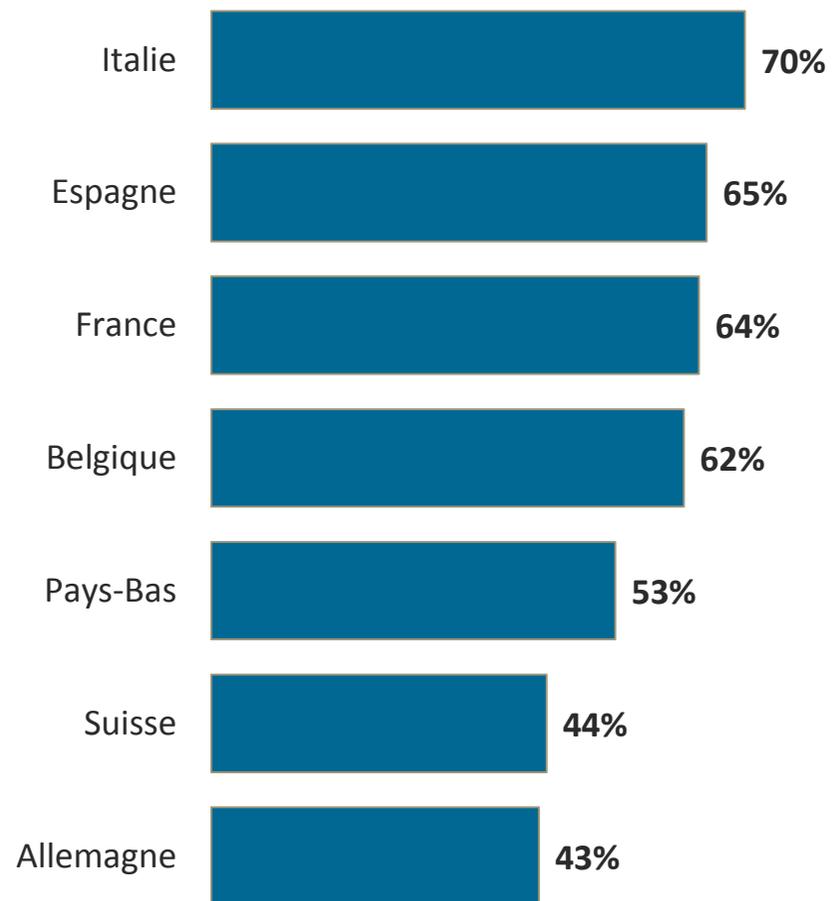
Du 16 au 29 mai 2013

% d'accord

Il y a trop d'immigrés dans notre pays



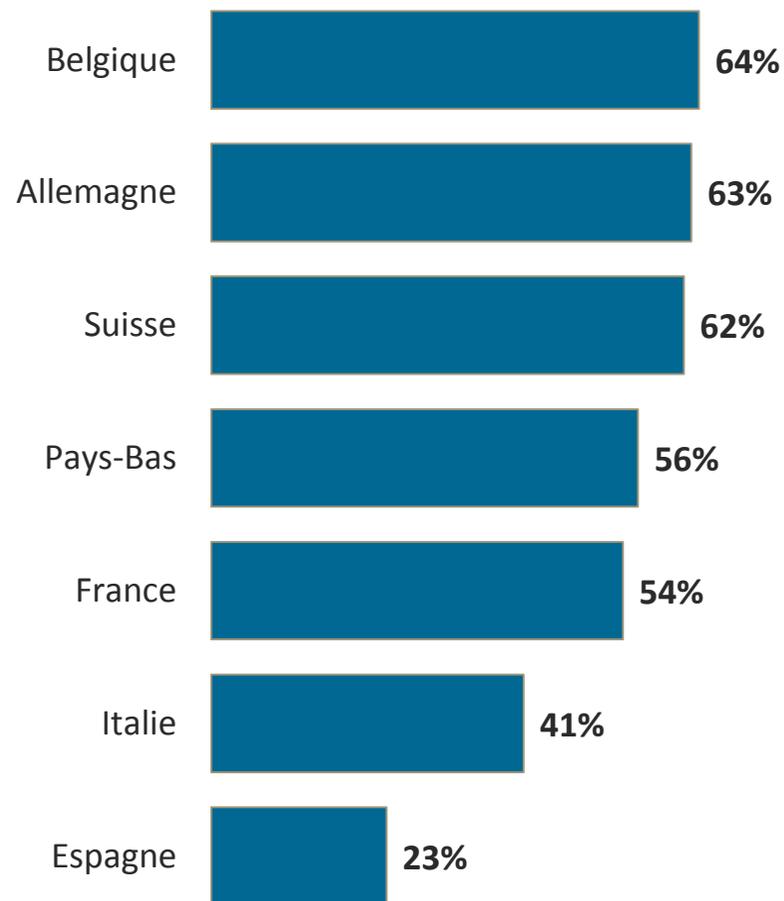
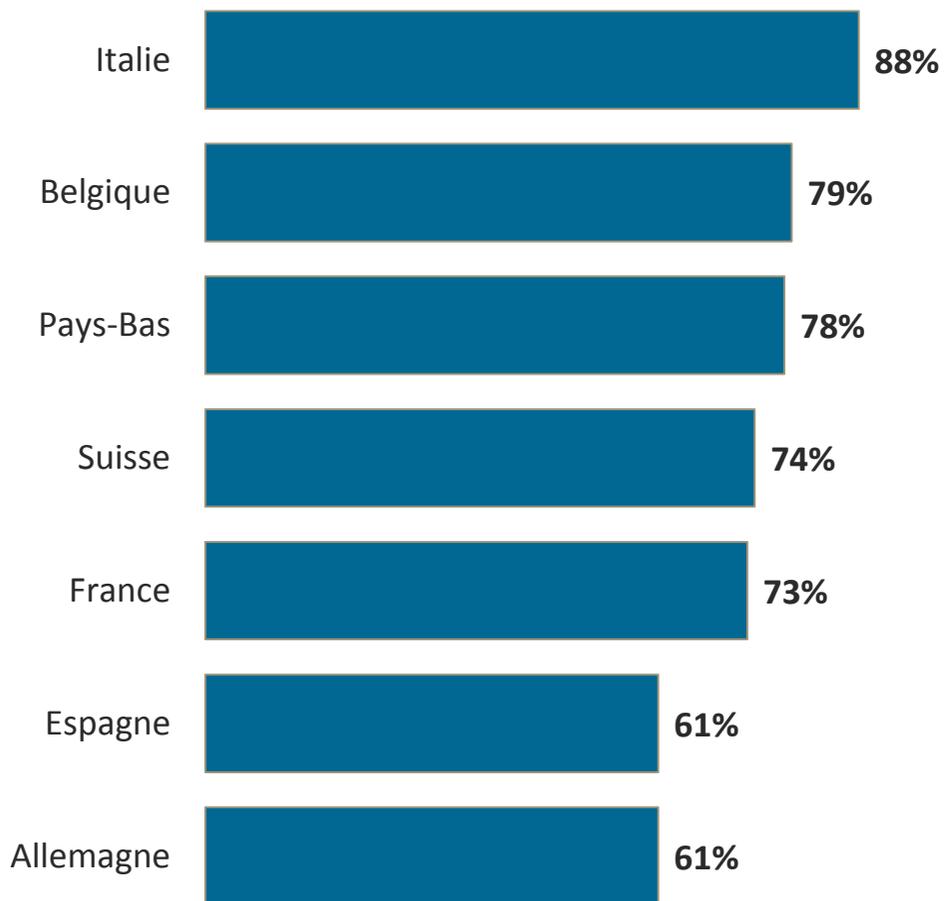
On ne se sent en sécurité nulle part



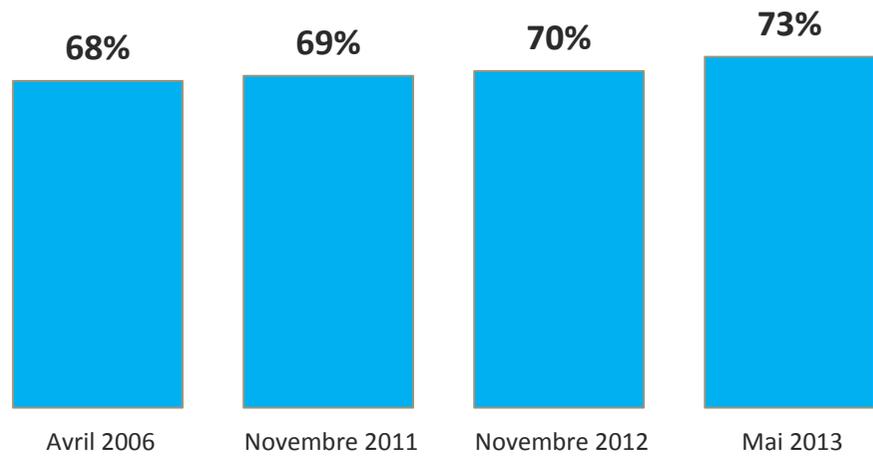
% d'accord

Il faut que l'Etat donne plus de liberté aux entreprises

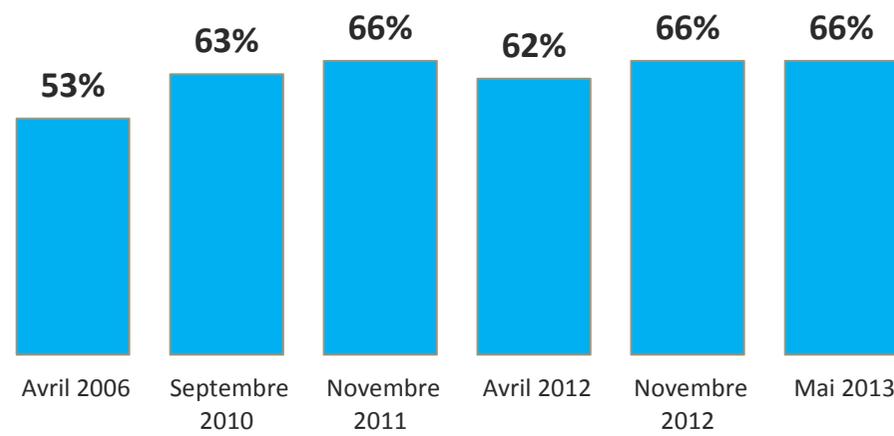
Les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment



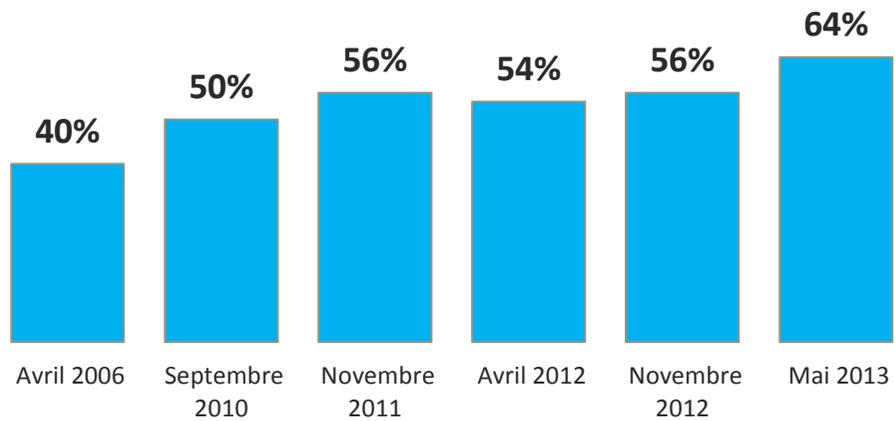
Il faut que l'Etat donne plus de liberté aux entreprises



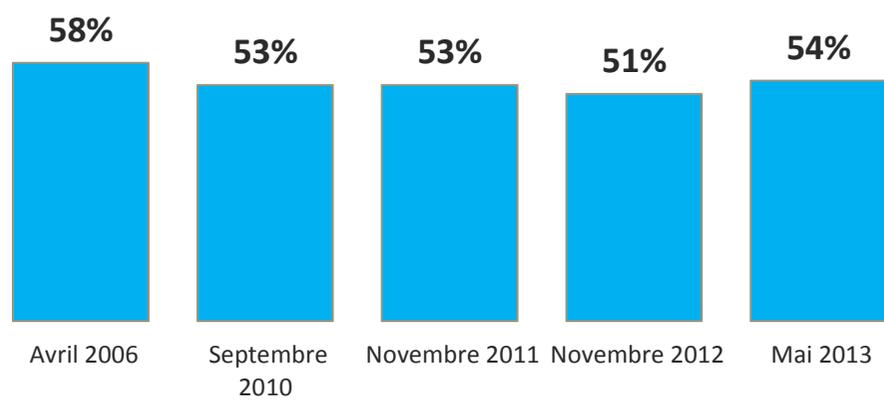
Il y a trop d'immigrés dans notre pays



On ne se sent en sécurité nulle part

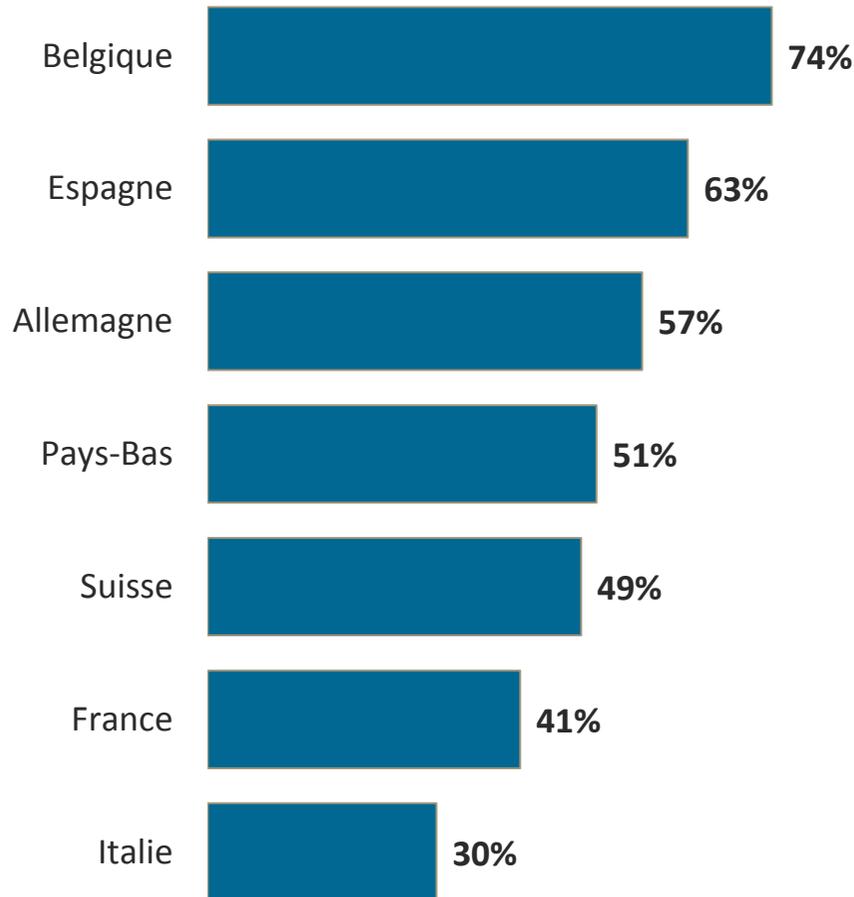


Les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment

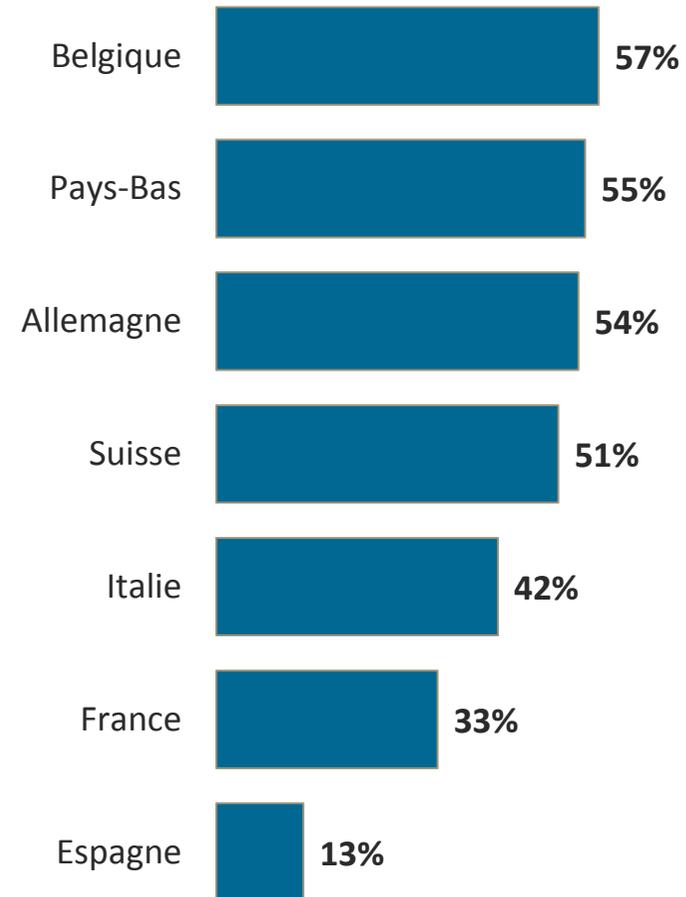


% d'accord parmi les sympathisants de gauche

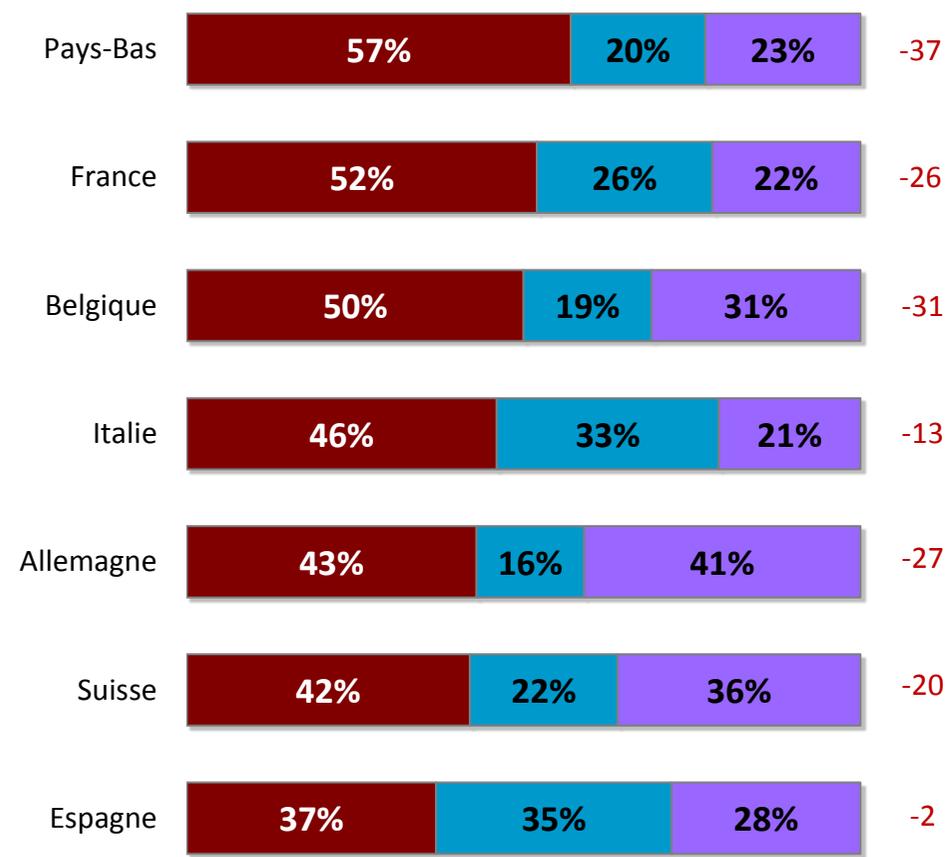
Il y a trop d'immigrés dans notre pays



Les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment



L'attitude à l'égard de la mondialisation

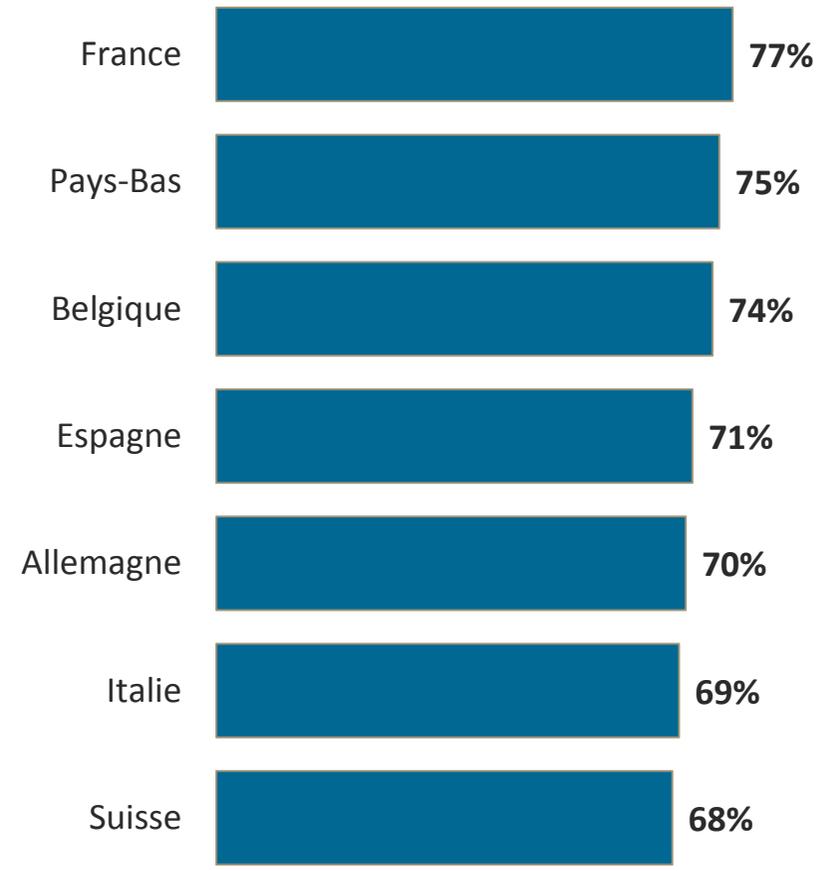


- Notre pays doit se protéger davantage
- Notre pays doit s'ouvrir davantage sur le monde
- Ni l'un, ni l'autre

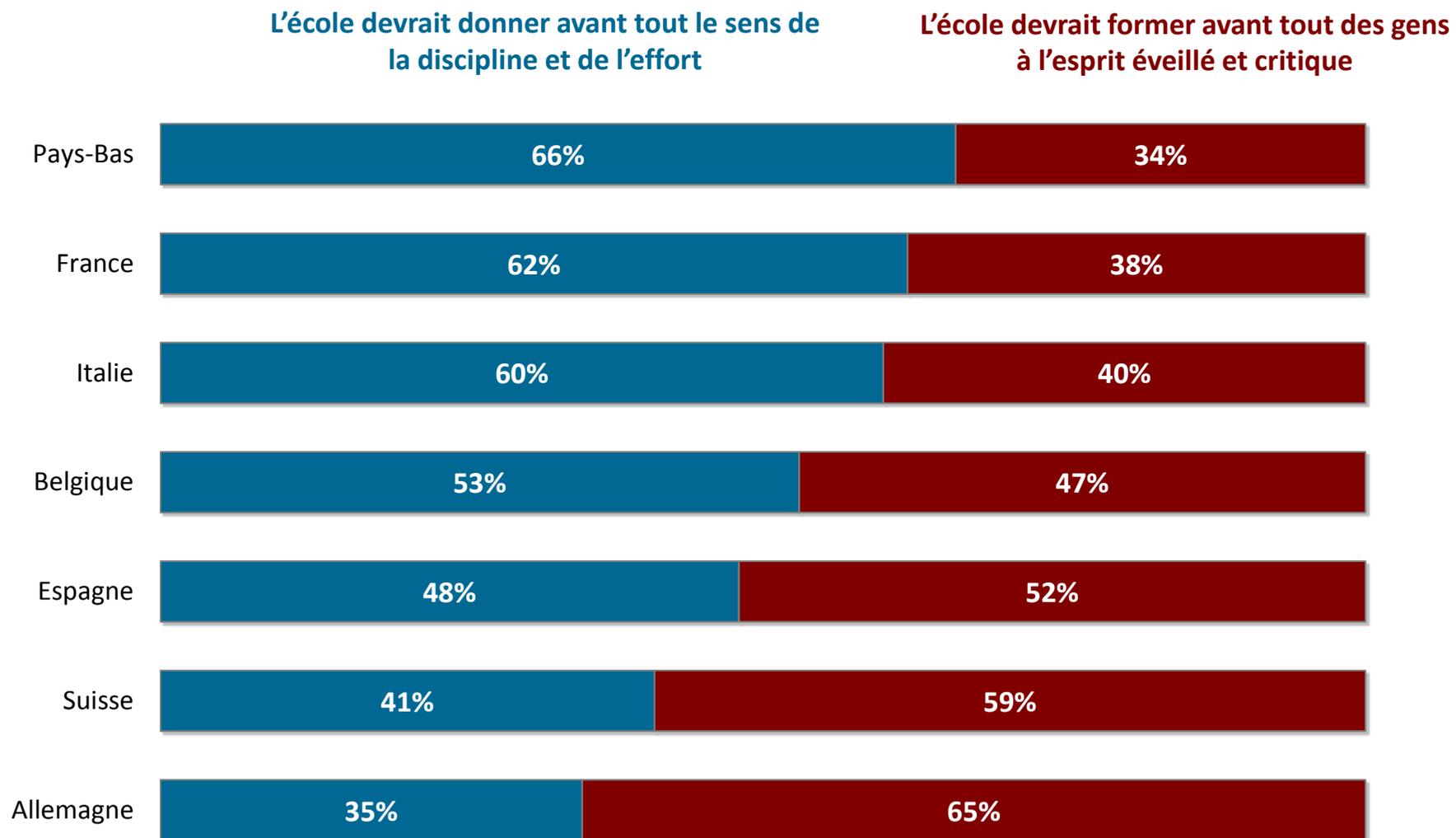
Indice d'ouverture

Avec tous les traités européens que [notre pays] a signés, le gouvernement n'a plus aujourd'hui vraiment de marges de manœuvre

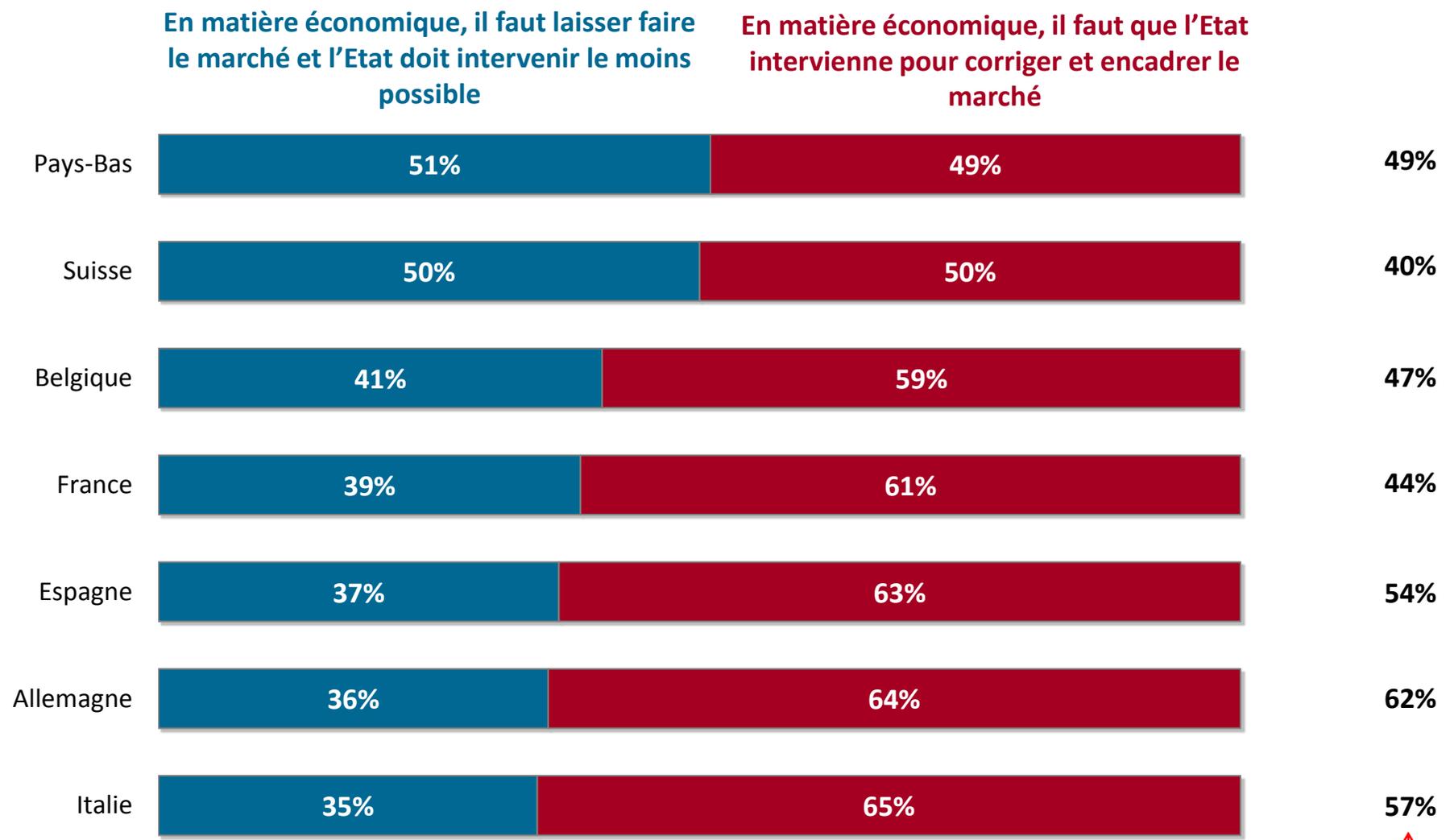
% d'accord



Une école privilégiant la discipline et l'effort ou l'esprit éveillé et critique : des opinions assez divergentes selon les pays.



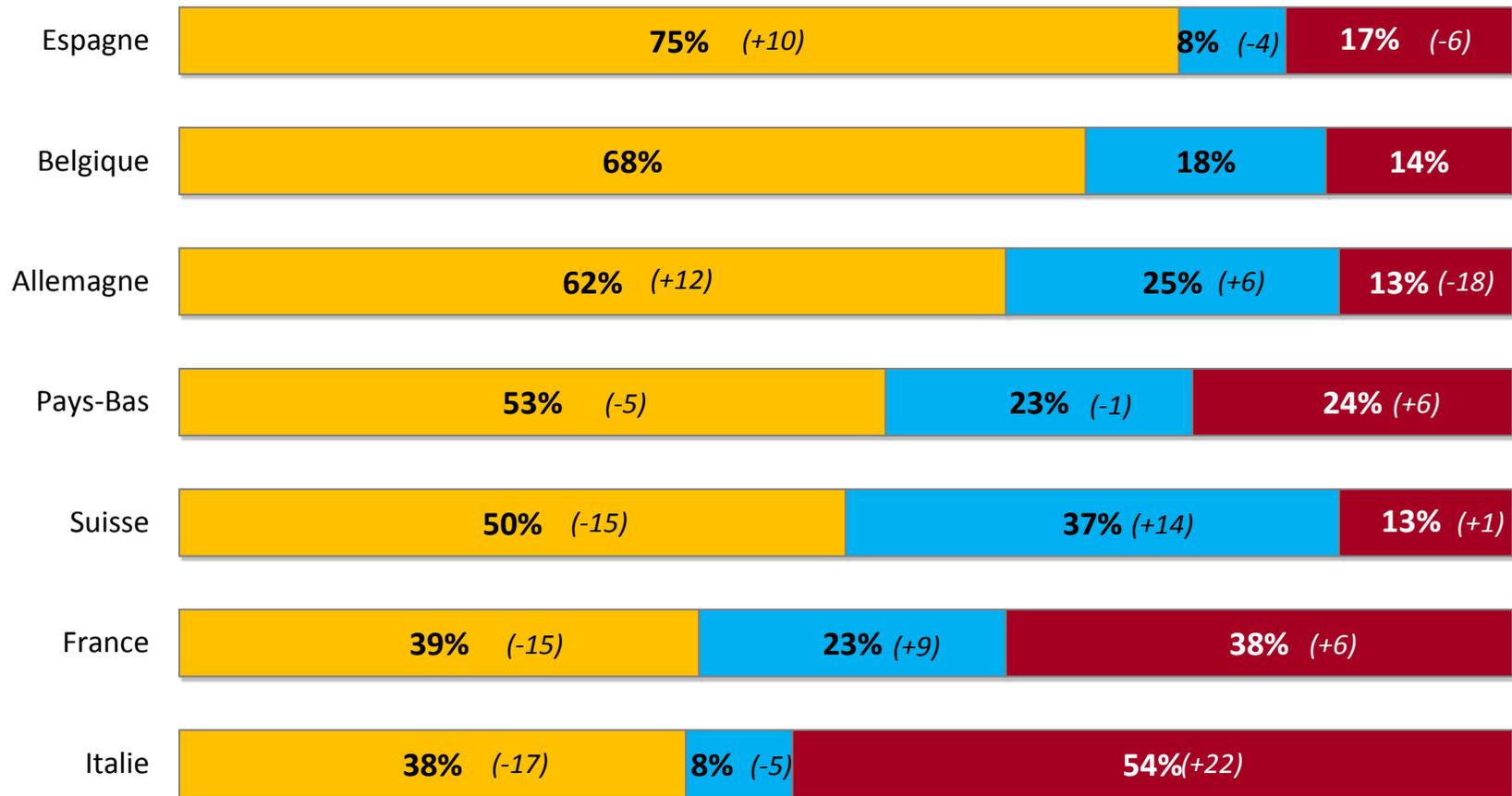
Si l'on souhaite que les entreprises bénéficient de davantage de liberté, une large majorité des Européens adhère néanmoins à l'idée que l'Etat intervienne pour corriger et encadrer le marché et ce, y compris dans l'électorat de droite.



↑
Demande d'intervention de l'Etat dans l'électorat de droite

De la même façon, une hausse de la fiscalité pour les plus aisés est souhaitée dans une majorité de pays.

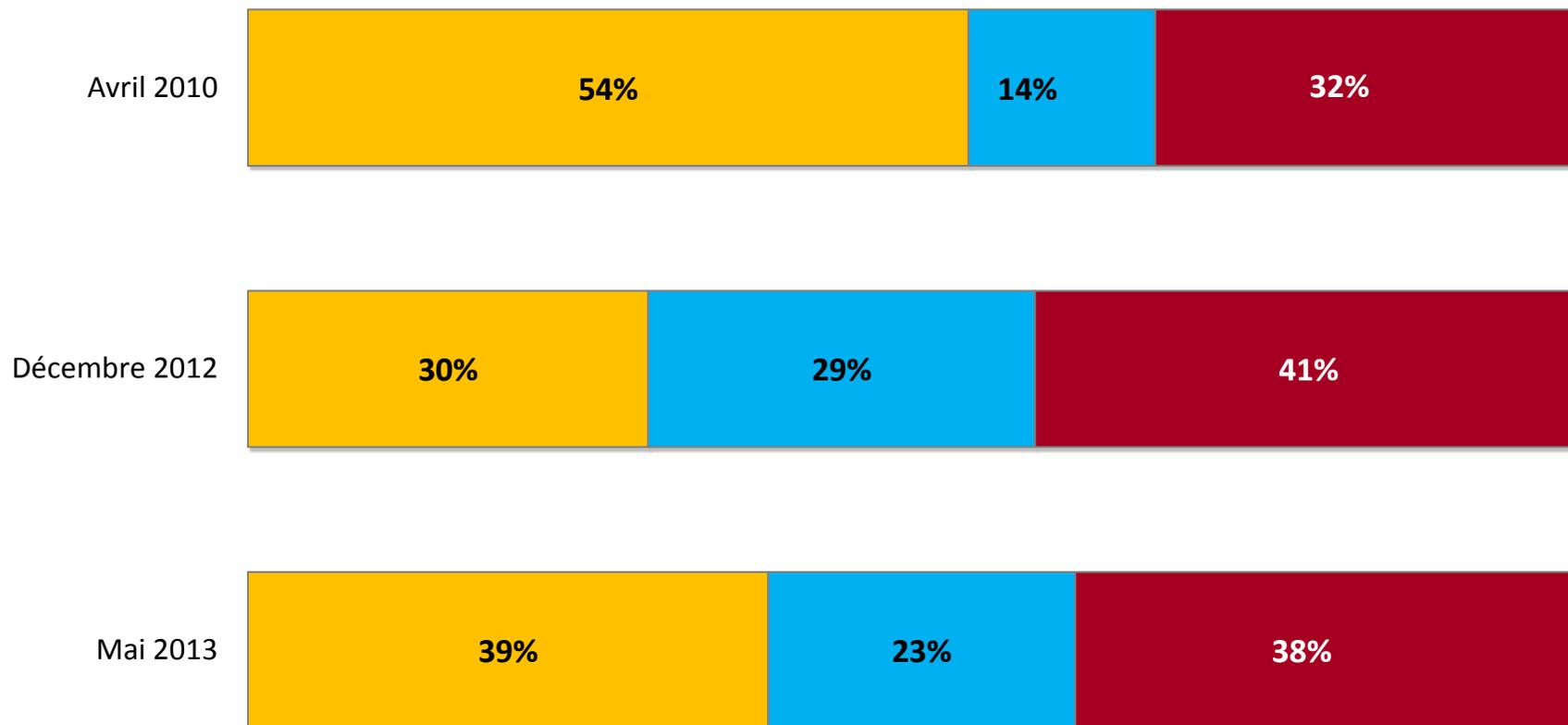
Question : Diriez-vous que dans notre pays, le montant des impôts directs et indirects que payent aujourd'hui les personnes les plus riches ... ?



■ N'est pas assez élevé, ce qui ne permet pas de corriger les inégalités
 ■ Est adapté
 ■ Est trop élevé, ce qui incite ces personnes à quitter le pays

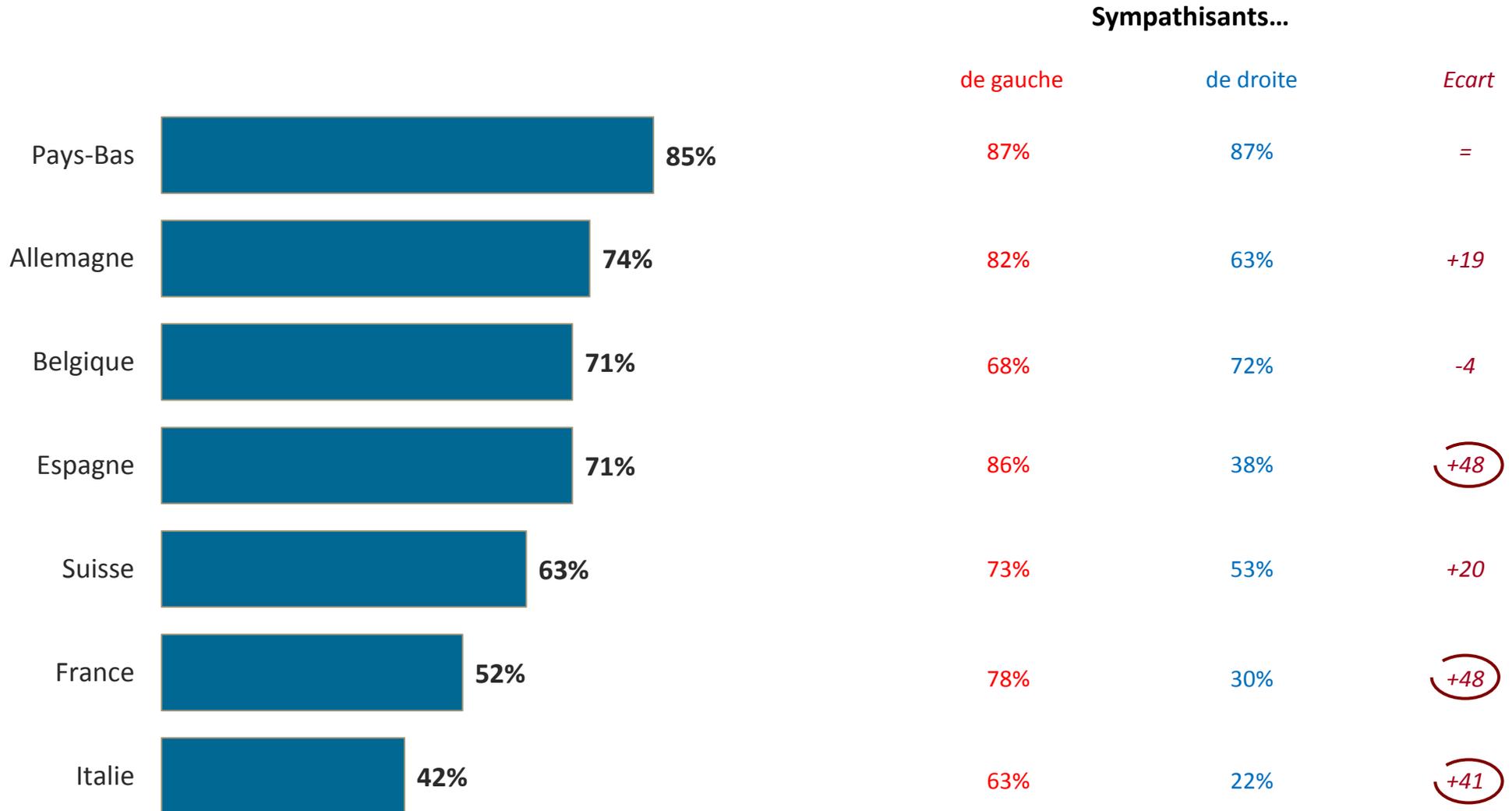
**Dans plusieurs pays, on constate des évolutions assez marquées de l'opinion sur cette question, signe de l'intensité du débat sur le sujet.
C'est le cas notamment en France.**

Question : Diriez-vous que dans notre pays, le montant des impôts directs et indirects que payent aujourd'hui les personnes les plus riches ... ?



■ N'est pas assez élevé, ce qui ne permet pas de corriger les inégalités
 ■ Est adapté
 ■ Est trop élevé, ce qui incite ces personnes à quitter le pays

% d'accord sur le mariage et l'adoption pour les couples homosexuels



François Rebsamen déclarait dans *Les Echos* du 25 octobre 2012 : « *la gauche est minoritaire idéologiquement. La droitisation de la société est une réalité qui s'accélère* ». Cette analyse, qu'il est loin d'être le seul à partager, s'appuie notamment sur le constat de la forte remontée opérée par Nicolas Sarkozy dans l'entre deux tours de l'élection présidentielle sur la base d'une ligne très droitiste. Les rapports de force électoraux existant dans les autres pays européens semblent également aller dans le sens de cette thèse. Sous l'effet de la crise, du vieillissement de la population et des difficultés accrues de nos modèles d'intégration, les sociétés européennes se seraient considérablement durcies et fermées ces dernières années. L'enquête réalisée par l'Ifop pour le Groupe Socialiste au Sénat dans 7 pays européens (France, Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Suisse, Italie et Espagne) nous permet de faire un état des lieux des opinions publiques européennes et d'apporter des éléments de réponse à cette question de leur éventuelle droitisation.

Premier enseignement de cette enquête, allant dans le sens d'une droitisation de l'opinion publique européenne, la fermeté prévaut très largement en matière d'immigration et de sécurité. Dans tous les pays investigués, la demande de *law and order* est massive. Ainsi, par exemple, l'adhésion à l'idée selon laquelle « il y a trop d'immigrés dans notre pays » s'échelonne de 83 % en Belgique à 60 % en Allemagne. De la même façon entre 43 % des Allemands et 70 % des Italiens déclarent qu'« on ne se sent en sécurité nulle part ». On notera néanmoins sur cette question que la définition de la notion de sécurité renvoie sans doute à quelque chose de plus large que la seule insécurité physique, dans la mesure où ce sont les pays les plus durement touchés par la crise qui se classent en tête sur cette question (70 % en Italie et 65 % en Espagne) et qu'inversement, les pays qui traversent mieux la crise se situent en bas de tableau sur cet item : 53 % aux Pays-Bas, 44 % en Suisse et 43 % en Allemagne.

Second enseignement fort de l'étude, confortant lui aussi l'hypothèse d'une droitisation des opinions publiques européennes, ces dernières attendent très majoritairement que l'on accorde plus de liberté pour les entreprises et émettent, dans la plupart des pays sondés, un jugement assez critique sur les chômeurs. Entre 88% des Italiens et 61 % des Allemands partagent l'idée selon laquelle « il faut que l'Etat donne plus de liberté aux entreprises » et l'item « les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment » est approuvé à des niveaux situés entre 54 % en France et 64 % en Belgique. Cette idée est néanmoins minoritaire en Italie (41 %) et surtout en Espagne (23 %), où l'ampleur de la crise et du chômage rend beaucoup plus difficile le développement d'un tel discours.

Un troisième symptôme d'une droitisation est à rechercher dans les opinions des sympathisants de gauche sur différentes thématiques où une majorité d'entre eux campent sur des positions généralement associées à la droite. Ainsi entre 51 % et 57 % des proches de la gauche en Suisse, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Belgique affirment « que les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment ». De la même façon, 74 % des sympathisants de gauche en Belgique, 63 % en Espagne, 57 % en Allemagne et un sur deux aux Pays-Bas et en Suisse (mais « seulement » 41 % en France) déclarent qu'il y a trop d'immigrés dans leur pays.

Force est donc de constater, que dans tous les pays, sauf exception, **le centre de gravité idéologique est aujourd'hui situé à droite (voire très à droite) sur différentes dimensions qui structurent habituellement le clivage gauche/droite** qu'il s'agisse du couple sécurité/immigration ou du libéralisme économique et de la dénonciation de l'assistanat.

Mais pour répondre à la question posée, il ne faut pas considérer que le point d'arrivée et la situation actuelle car le terme de « droitisation » renvoie aussi à la **notion de processus en cours, c'est-à-dire d'une évolution vers la droite de l'opinion publique.** **Sur ce point, l'analyse des données d'enquêtes en France sur les dernières années atteste également d'un phénomène de droitisation plus ou moins marqué.** La proportion de Français adhérant à l'idée selon laquelle « on ne se sent en sécurité nulle part » est passée de 40 % en avril 2006 (un an avant l'élection de Nicolas Sarkozy), à 50 % en septembre 2010 (après le fameux été « sécuritaire » marqué par les événements de Saint-Aignan et le discours de Grenoble), puis à 56 % en novembre dernier et à 64 % aujourd'hui, soit 24 points de plus en 7 ans. L'évolution est également conséquente sur l'item « il y a trop d'immigrés en France » passé de 53 % en avril 2006 à 66 % aujourd'hui (+13 points). Sur le registre de la liberté à accorder aux entreprises, la tendance s'inscrit aussi à la hausse mais elle est plus timide : 73 % aujourd'hui soit 5 points de plus qu'en 2006 (mais nous partions déjà de très haut). Enfin, on constate une baisse de 4 points sur la même période de l'approbation de l'idée « les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment » (54 % aujourd'hui), mais le fait que cette idée n'ait pas reculé davantage et se soit maintenue globalement au même niveau alors même que sous l'effet de la crise, le chômage a très fortement augmenté par rapport à 2006, illustre bien la prégnance d'un discours « anti-assistanat » dans notre pays.

Ces inclinaisons droitières, observées dans les différents pays européens, s'accompagnent parallèlement **d'une demande plus ou moins forte de protection face à la mondialisation et de davantage de souveraineté dans le cadre européen**. Ainsi, concernant l'attitude à l'égard de la mondialisation, la demande de protection est systématiquement supérieure voire très supérieure à la demande d'ouverture et ce, y compris dans un pays très ouvert et internationalisé comme les Pays-Bas (57 % davantage de protection, 20 % davantage d'ouverture). De la même façon, selon les pays, entre deux tiers et trois quarts des personnes interrogées estiment « qu'avec tous les traités que leur pays a signés, le gouvernement n'a plus aujourd'hui vraiment de marges de manœuvre ». Si des courants de gauche portent une critique de la construction européenne et de la mondialisation, la demande de protection versus l'ouverture et l'attachement à la souveraineté nationale face au fédéralisme s'inscrivent historiquement plutôt dans l'univers idéologique d'une certaine droite.

Au regard de ces différentes données, peut-on dire pour autant, pour reprendre une grille de lecture gramscienne, que la droite a réussi à imposer son hégémonie sur le plan des idées ? La réalité est un peu plus complexe et **l'hypothèse d'une droitisation des sociétés européennes mérite d'être nuancée**. En effet, sur certains sujets, qui peuvent habituellement servir de « marqueurs » du clivage gauche/droite, les réponses de « gauche » sont majoritaires dans la plupart des pays.

Ainsi, interrogée de manière un peu binaire sur la finalité assignée à l'institution scolaire, **une majorité de (52 à 65 %) se dégage dans trois pays (Espagne, Suisse et Allemagne) autour de l'idée que « l'école devrait former avant tout des gens à l'esprit éveillé et critique »**, la Belgique se situant dans une position intermédiaire (47 %) quand 60 % des Italiens, 62 % des Français et 66 % des Hollandais penchent plutôt vers une « école qui devrait donner avant tout le sens de la discipline et de l'effort ».

De la même façon, et **cet élément vient lui-aussi contrebalancer l'idée d'une droitisation tout azimuth**, si les opinions européennes souhaitent que les entreprises bénéficient de davantage de liberté, **une large majorité des Européens adhère néanmoins à l'idée que l'Etat intervienne pour corriger et encadrer le marché**. L'amplitude varie de 65 % en Italie à 49 % aux Pays-Bas en passant par 61 % en France et 64 % en Allemagne. Cette demande d'un Etat encadrant et corrigeant le marché, qui s'inscrit à rebours de la vulgate libérale, est même majoritaire dans l'électorat conservateur en Allemagne, en Espagne et en Italie et est partagée par 40 à 49 % des sympathisants de droite dans les quatre autres pays.

Parallèlement à une demande de régulation du marché, **une hausse de la fiscalité pour les plus aisés, projet historiquement porté par la gauche, est souhaitée dans une majorité de pays.** Hormis en France et en Italie, la demande d'une hausse de la fiscalité atteint entre 50 % en Suisse et 75 % en Espagne. Le taux s'établit à 68 % en Belgique, pays accueillant de nombreux exilés fiscaux et à 62 % en Allemagne (en progression de 12 points par rapport à 2010), où le débat a été particulièrement vif sur ce sujet au cours des derniers mois.

On constate enfin que **les opinions publiques européennes sont, sauf exception, massivement acquises au droit au mariage et à l'adoption pour les couples homosexuels.** L'adhésion est maximale dans l'Europe du Nord (85 % aux Pays-Bas, 74 % en Allemagne et 71 % en Belgique) mais elle atteint également le même taux dans l'Espagne de tradition catholique (71 %). Hormis l'Italie (seulement 42 % de favorables) et la France, très divisée, on l'a vu, sur ce sujet (52 % de favorables), **une certaine forme de libéralisme sociétale prévaut donc en Europe, ce qui vient invalider la théorie d'une droitisation généralisée.**

Au terme de cette investigation, l'hypothèse d'une droitisation des opinions publiques européennes doit donc être relativisée. S'il est incontestable que sur les questions régaliennes et identitaires, la demande de *law and order* est massive, et qu'elle s'accompagne d'une forte critique de l'assistanat et d'un appel à davantage de liberté pour les entreprises, on observe, dans le même temps, une forte aspiration à une intervention de l'Etat pour réguler l'économie et pour assurer davantage de justice fiscale en taxant davantage les plus riches. A côté de ces souhaits, on peut également mentionner comme élément nuanciant le constat d'une droitisation systématique, la très forte adhésion au droit au mariage et à l'adoption pour les couples homosexuels, position traduisant un fort degré de libéralisme culturel et ne cadrant pas exactement avec les valeurs de droite.